
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.*

N^o. LXVI.

Du Samedi 29 Août 1789.

Séance de Jeudi soir.

L'ASSEMBLÉE étoit ajournée à huit heures pour délibérer sur la rédaction du décret de l'emprunt de 80 millions ; les débats ont été longs & tumultueux, mais si l'on réfléchit que ces orages sont l'appanage & peut-être même le prix de la liberté, on cesse alors d'improuver le bruit & cette sorte de confusion, qui en sont inséparables. Quand on jette les yeux sur les trésors d'un état & sur les grands projets, entrepris ou exécutés par les gouvernemens pour entretenir la force ou la gloire publique, fait-on attention à toutes les vexations obscures, à toutes les petites ruses, à tous les malheurs particuliers que cause la perception des impôts ? Il en est de même dans les opérations des grandes assemblées ; il ne faut pas juger avec rigueur ces préliminaires tumultueux des délibérations, ces divisions momentanées, ces fortes oppositions de sentiment qui précèdent les résolutions législatives ; il faut juger leur sagesse & apprécier leur justice, car la liberté, ainsi que la nature, ne répand ses bienfaits qu'à travers les orages.

C'est ainsi qu'après des débats très-vifs, l'assemblée est parvenue enfin vers les dix heures à faire le décret suivant.

Tom. II.

C c

« L'assemblée nationale, délibérant sur les propositions qui lui ont été faites au nom du roi, par le ministre des finances, déclare l'emprunt de 30 millions fermé, décrète l'emprunt de 80 millions, moitié en argent, moitié en effets publics, tel qu'il a été proposé par le ministre des finances, & elle en laisse le mode au pouvoir exécutif.

L'assemblée nationale renouvelle & confirme les arrêtés des 17 juin & 13 juillet, par lesquels elle a mis les créanciers de l'état sous la sauve-garde de l'honneur & de la loyauté française; en conséquence, elle déclare que, dans aucun cas & sous aucun prétexte, il ne pourra être fait aucune nouvelle retenue ni réduction quelconque sur aucune des parties de la dette publique.

Seance d'hier.

On a mis sur le bureau plusieurs adresses de félicitation & d'adhésion des villes de Cailus, Réalville & Dinan en Bretagne; du comité patriotique de Montauban, qui demande l'établissement d'une municipalité de Ville-Franche en Rouergue, qui a nommé deux députés pour présenter sa délibération; de plusieurs citoyens de Toulon, parce que le patriotisme qui les anime n'est pas assez bien exprimé dans la dernière adresse de cette ville; des trois ordres de Saint-Papoul; de la ville d'Antibes, qui proteste contre la séance royale; du comité permanent de Blois; de Ponteau de Mer, de Vitri-le-Français & de la ville de Luynes, qui demande une justice royale; il a été fait mention en même temps du procès-verbal, à l'occasion du serment du régiment des dragons de M. le comte d'Artois; d'une adresse de la commune de Rhétel & d'une autre de la ville d'Arpajon, qui demande une justice royale.

M. Mounier ayant obtenu la parole, comme membre du comité de constitution, a dit que la fréquence des assemblées mettoit obstacle à la réunion des commissaires, & qu'il venoit exposer les principes simples du gouver-

nement monarchique, réduits en un petit nombre d'articles : « nous ne pouvons, dit-il, prendre la constitution dans nos cahiers, nous ne l'y trouverions pas, mais nous en extrairons ce qu'ils auront prescrit unanimement. M. Bergasse s'occupe d'un plan de constitution pour les municipalités ; voici, en attendant, les six articles qui sont soumis à la discussion.

A R T I C L E P R E M I E R.

» Le gouvernement françois est monarchique ; il n'y a point en France d'autorité supérieure à la loi ; le roi ne règne que par elle , & quand il ne commande pas au nom de la loi, il ne peut exiger l'obéissance.

A R T. I I.

» Aucun acte de législation ne pourra être considéré comme loi, s'il n'a été fait par les députés de la nation, & sanctionné par le monarque.

A R T. I I I.

» Le pouvoir exécutif suprême réside exclusivement dans les mains du roi.

A R T. I V.

» Le pouvoir judiciaire ne doit jamais être exercé par le roi, & les juges auxquels il est confié, ne peuvent être dépossédés de leurs offices pendant le temps fixé par la loi, autrement que par les voies légales.

A R T. V.

» La couronne est indivisible & héréditaire de branche en branche & de mâle en mâle , par ordre de primogéniture. Les femmes & leurs descendans en sont exclus.

A R T. V I.

» La personne du roi est inviolable & sacrée, mais les ministres & les autres agens de l'autorité sont responsables de toutes les infractions qu'ils commettent envers les loix, quelques soient les ordres qu'ils aient reçus ».

Après avoir lu ces articles, M. Monnier a ajouré : « Il est impossible de déterminer une constitution, si l'on n'est convenu des bases d'après lesquelles elle doit être déter-

minée ; la constitution est exposée à varier si ses bases changent ; ainsi avant tout , il conviendrait d'établir que l'assemblée , en prononçant sur ces articles , ne décidât rien d'une manière absolue , mais qu'elle se contentât de dire que tel ou tel article doit être inséré dans la constitution , jusqu'à ce qu'elle en eût sous les yeux toutes les parties , & qu'elle pût se décider d'après leur ensemble.

Le premier article ayant été mis à la discussion , M. Lanjuinais a proposé d'ajouter des articles relatifs à la liberté des personnes & des terres ; M. d'Eymar , ainsi que M. Divernot , curé , ont proposé de commencer la Constitution , en disant : « La religion catholique est la religion de l'état ». M. l'évêque de Chartres , trouvant les dernières paroles de l'article , dangereuses , soutenoit que l'obéissance provisoire étoit due à l'autorité , & que la responsabilité des agens publics étoit un moyen suffisant pour arrêter les abus du pouvoir ; il proposoit en conséquence de substituer à la dernière ligne de l'article premier , ces mots : « Ce n'est que par l'autorité de la loi qu'il exige l'obéissance » ; suivant M. Desmeuniers , il falloit dire : « La France est une monarchie dirigée par la loi ». M. Malouet changeoit ainsi la phrase : « La volonté générale de la nation française est que son gouvernement soit monarchique ». M. Bouche qui ne trouvoit la rédaction ni *pleine* ni *juste* , observoit que le mot *gouvernement* annonce l'effet , qu'il falloit des idées & des définitions à la portée du peuple , & mettre une filiation dans les idées , en disant : la France est un état monarchique , c'est-à-dire , un état où un seul gouverne , d'après les loix établies. M. Blin adoptoit cette rédaction , à quelques changemens près , & en ajoutant que le gouvernement qu'on alloit établir étoit celui qui convenoit le mieux à la France. » Ceux qui ont examiné les droits politiques des nations , ne pourront s'y tromper à cette définition , disoit M. Target , mais on a confondu si sou-

vent le gouvernement monarchique avec le gouvernement absolu , qu'il faut des définitions claires, ainsi il faut dire : « En France, il n'y a pas d'autorité supérieure à la loi. Le gouvernement est monarchique & n'est établi que pour la faire exécuter ». M. Target renvoyoit au troisième article la fin du premier touchant l'obéissance.

Jusques-là c'étoient plutôt des conversations politiques que des discussions profondes, telles que le sujet les comportoit; M. Robert-Pierre y a fait diversion, en proposant à l'assemblée d'établir des règles pour une discussion libre, paisible, & aussi étendue que les différens points de la constitution pouvoient l'exiger. Cette réflexion, quoique sage, éloignant la discussion de l'article premier, a causé une petite interruption, mais la liberté de la parole ayant été réclamée fortement par plusieurs membres, l'ordre s'est rétabli, & M. Robert-Pierre a continué d'observer que l'intérêt de l'assemblée étoit de travailler paisiblement à la constitution.

M. Duport trouvoit impossible de traiter le premier article séparément : » il faut discuter sur l'ensemble, disoit-il; l'article premier ne peut pas commencer la constitution, il n'est pas assez clairement exprimé; d'ailleurs, avant de parler du gouvernement de la nation, il faut parler de la nation ».

M. Fermond ne vouloit pas que l'on dit qu'il n'y avoit pas d'autorité supérieure à la loi; » la plus mauvaise seroit donc, disoit-il, au-dessus du pouvoir législatif; il proposoit la rédaction suivante :

» Le roi ne règne en France que par la loi, & quand il ne commande pas au nom de la loi, il ne peut exiger l'obéissance, ainsi le gouvernement françois est monarchique.

Comment peut-on contester que la puissance de la loi ne soit supérieure à toutes les autres? C'est-elle seule qui doit régner sur le trône comme sur les chaumières, sur le corps législatif comme sur tous les pouvoirs qui exé-

cutent. Le corps législatif peut bien faire ou changer la loi, mais il ne peut régner sur elle. » La loi n'est rien, dit M. l'abbé Raynal, si elle n'est comme un glaive tranchant, qui se met sur un plan horizontale, & qui abat toutes les têtes qui s'élèvent au-dessus ».

M. Madier abrégéait les discussions, en disant que les articles proposés étoient des vérités simples émanées des commettans, que l'assemblée ne devoit pas les perdre de vue en s'occupant de leur rédaction ; » nous devons conserver le nom du gouvernement, disoit M. Biosat, il est monarchique, mais non dans le sens reconnu jusqu'à présent; monarchique ne seroit qu'une simple dénomination, si l'on n'y ajoutoit pas immédiatement ce qui la caractérise, & si l'on n'établisoit la distinction des pouvoirs; je propose de changer la fin de l'article de la manière suivante : » quand il ne commande pas conformément à la loi, il ne peut commander l'obéissance ».

» De ce que le nom de monarchie est calomnié dans plusieurs gouvernemens de l'Europe, ajoutoit M. Garat aîné, il ne s'en suit pas qu'il ne faille l'adopter ; malgré les usurpations, il conserve toujours le même sens & la même valeur. le gouvernement monarchique est défini, comme il doit l'être, *le gouvernement d'un seul tempéré par les loix.* Qu'il importe que la définition de la loi ne soit pas placée dans cet article. Tous ceux qu'on a présenté pour le remplacer, contiennent tous la même chose. On a dit que l'autorité du corps législatif est supérieure à la loi, & je soutiens qu'il y est sujet.

Ensuite une foule de rédactions ont été présentées successivement ; MM. Chassé, la Jaqueminière, de Silleri, le baron de Menou, Rembell, de Goui, Roussier & plusieurs autres ont retourné de plusieurs manières, allongé, raccourci ou changé les principes établis dans l'article premier. On a remarqué la dénomination de démocratie royale, présentée dans la rédaction de M. le baron de Vinff. M. le marquis d'Argenson avoit dit, dans un de

ses ouvrages , que les formes démocratiques pouvoient être employées utilement dans la monarchie , mais Montesquieu n'avoit jamais pensé qu'une démocratie royale pût exister. On ne fait pas jusqu'à quel point les progrès de la politique peuvent s'étendre , mais jusqu'à présent ces deux expressions ont paru incompatibles.

M. Deschamps a adopté l'article I^{er} du comité , par un dialogue qu'il a supposé entre lui & un étranger à qui il apprendroit la définition de la monarchie française. M. de Castellane rappelant le grand principe , que tous les pouvoirs viennent de la nation , disoit que l'article , soumis à la discussion , n'étoit pas le premier dont on devoit s'occuper ; qu'il paroîtroit plus convenable de traiter du pouvoir de la nation. Il a prouvé ensuite que le gouvernement monarchique étoit celui où le roi gouvernoit selon la loi , c'est-à-dire , chargé du pouvoir exécutif. Il proposoit d'exprimer qu'on ne devoit pas d'obéissance au pouvoir exécutif , quand il ne commandoit pas au nom de la loi. Il faudroit autrement , disoit-il , obéir aux lettres-de-cachet. Il a adopté la rédaction de M. le baron de Menoult , qui avoit eu beaucoup de suffrage , lorsqu'elle avoit été présentée.

« Nous attachons des mots anciens à des idées nouvelles , ajoutoit M. Duquesnoi , nous appellons gouvernement monarchique , un gouvernement qui n'est pas celui que nos commettans nous ont chargé d'établir. Un grand publiciste a avancé le principe que les corps intermédiaires étoient de l'essence du pouvoir monarchique , ainsi le mot *Gouvernement monarchique* n'est pas celui qui rend précisément l'idée de ce que vous voulez faire ».

Sans doute ce n'est pas le système dangereux des pouvoirs intermédiaires , que l'auteur de l'*Esprit des loix* a bien mérité des empires & de l'humanité , mais aussi cette erreur d'un grand homme a cessé d'être dangereuse , tant elle a paru funeste à la liberté publique. Ce n'étoit pas pour la relever qu'on devoit citer *Montesquieu* , pour la première fois , au milieu d'une assemblée de législateurs.

Le génie qui a créé la distinction des trois pouvoirs , n'y trouvera un jour que des hommages.

On a fait lecture des innombrables rédactions qui avoient été présentées & l'on a posé les divers amendemens ; alors il s'est élevé des difficultés très-fortes sur le mode de délibérer ; les uns vouloient que la minorité fût accordée à la rédaction du comité , d'autres à celle de M. Rouffier ; on soutenoit d'un côté que les nouvelles rédactions , n'étant que des amendemens , devoient être délibérées les premières ; de l'autre , on prétendoit que l'assemblée avoit toujours suivi l'usage de commencer sa délibération par l'adoption du sujet de la rédaction du comité , ou de celle qui étoit soumise la première à la discussion.

M. le président a mis aux voix la question de savoir si la question de M. Rouffier auroit la priorité sur celle du comité , & cette dernière a eu la majorité des suffrages.

Cette décision a renouvelé les mouvemens dans l'assemblée. M. le comte de Croy a demandé que conformément au règlement , l'article fût soumis à la réflexion pendant trois jours , pour prévenir la précipitation dont une assemblée législative ne doit jamais être accusée. MM. Dumets & Mérieux ont parlé tour-à-tour pour rappeler le calme , & M. Mounier s'est levé pour dire que l'assemblée ne pouvoit pas être soupçonnée de chercher à surprendre des délibérations ; que le délai de trois jours pour la lecture de chaque article , étoit une formalité juste : elle fera , disoit-il , respecter davantage la constitution ; que les bons principes ne peuvent qu'y gagner.

C'est en cet état que tous les membres de l'assemblée se sont accordés pour le renvoi de la discussion à aujourd'hui neuf heures.

Le comité ecclésiastique , ceux des finances & des subsistances se sont assemblés hier au soir avant la séance générale , qui a été indiquée pour sept heures & demie.

On souscrit à Paris , chez Cussac , libraire , au Palais-Royal. N^{os}. 7 & 8 , & chez les principaux libraires de l'Europe.